

PLAN LOCAL D'URBANISME

03U14

Rendu exécutoire
le



ANNEXES INFORMATIONS JUGÉES UTILES

Date d'origine :
Février 2017

7

ARRET du Projet - Dossier annexé à la
délibération municipale du **7 Avril 2016**

APPROBATION - Dossier annexé à la
délibération municipale du **2 Mars 2017**

Urbanistes :

Mandataire : ARVAL

Agence d'Urbanisme ARVAL
Sarl MATHIEU - THIMONIER - CARRAUD
3 bis, Place de la République - 60800 CREPY-EN-VALOIS
Téléphone : 03 44 94 72 16 - Fax : 03 44 39 04 61
Courriel : Nicolas.Thimonier@arval-archi.fr

Equipe d'étude :

N. Thimonier (Géog-Urb)

Participation financière : Conseil Départemental de l'Oise

PLAN LOCAL D'URBANISME

03U14

Rendu exécutoire
le



CAHIER DES INFORMATIONS JUGÉES UTILES

Date d'origine :

Février 2017

7a

ARRET du Projet - Dossier annexé à la
délibération municipale du **7 Avril 2016**

APPROBATION - Dossier annexé à la
délibération municipale du **2 Mars 2017**

Urbanistes :

Mandataire : **ARVAL**

Agence d'Urbanisme ARVAL
Sarl MATHIEU - THIMONIER - CARRAUD
3 bis, Place de la République - 60800 CREPY-EN-VALOIS
Téléphone : 03 44 94 72 16 - Fax : 03 44 39 04 61
Courriel : Nicolas.Thimonier@arval-archi.fr

Equipe d'étude :

N. Thimonier (Géog-Urb)

Participation financière : Conseil Départemental de l'Oise



ZICO

FORET PICARDE : MASSIF DE RETZ

PE 04

Site interdépartemental (Aisne / Oise)
sur 51 communes :

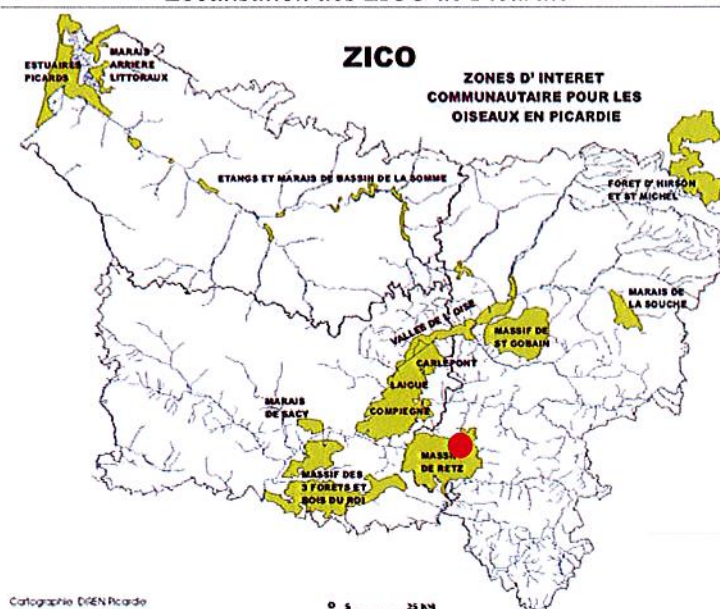
AISNE (27) : ANCIENVILLE ; CHOUY ;
COEUVRES-ET-VALSERY ; CORCY ;
COYOLLES ; DAMPLEUX ; DOMMIERS ;
FAVEROLLES ; LA FERTE-MILON ; FLEURY ;
HARAMONT ; LARGNY-SUR-AUTOMNE ;
LONGPONT ; LOUATRE ; MARIZY-SAINTE-
GENEVIEVE ; MONTGOBERT ; NOROY-SUR-
OURCQ ; OIGNY-EN-VALOIS ; PUISEUX-EN-
RETZ ; RETHEUIL ; SAINT-PIERRE-AIGLE ;
SILLY-LA-POTERIE ; SOUCY ;
TAILLEFONTAINE ; TROESNES ; VILLERS-
COTTERETS ; VIVIERES

OISE (24) : AUTHEUIL-EN-VALOIS ;
BARGNY ; BONNEUIL-EN-VALOIS ;
BOURSONNE ; CREPY-EN-VALOIS ;
CUVERGNON ; EMEVILLE ; FEIGNEUX ;
FRESNOY-LA-RIVIERE ; GONDREVILLE ;
IVORS ; IVORS ; LEVIGNEN ; MAREUIL-SUR-
OURCQ ; MAROLLES ; MORIENVAL ;
ORMOY-LE-DAVIEN ; RUSSY-BEMONT ;
THURY-EN-VALOIS ; VAUCIENNES ;
VAUCIENNES ; VAUMOISE ; VEZ ; LA
VILLENEUVE-SOUS-THURY

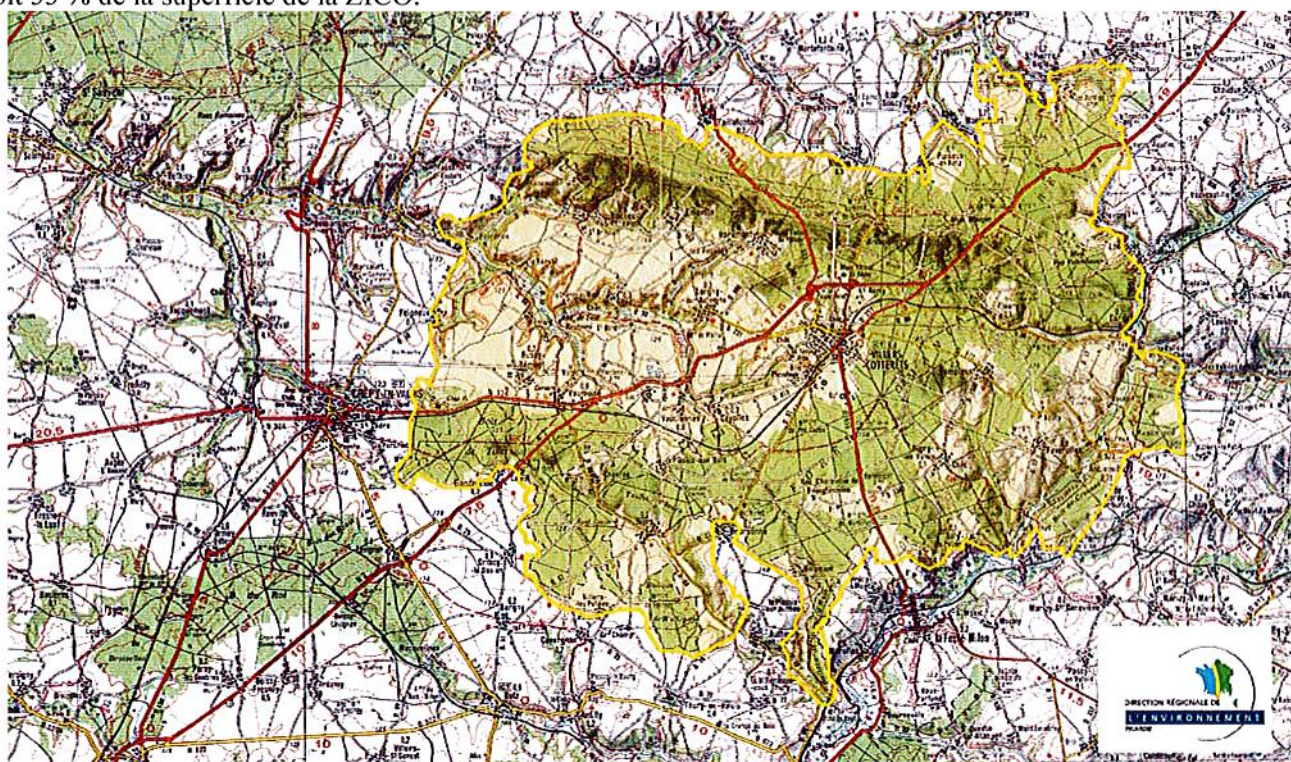
Superficie : 27 650 ha

La forêt domaniale occupe environ 15 315 ha
soit 55 % de la superficie de la ZICO.

Localisation des ZICO de Picardie



Cartographie DREN Picardie



DESCRIPTION DU SITE

Le massif forestier de Retz s'étend sur la bordure nord-est du plateau du Valois et en limite sud-ouest du plateau du Soissonnais.

L'histoire de l'utilisation et de la protection de cette forêt royale de chasse explique l'intense découpage de ses lisières, qui totalisent plus de 400 kilomètres, et les nombreuses clairières issues notamment des essartages médiévaux. Un axe anticlinal a porté en hauteur la ramification nord-ouest du massif. Ce relief domine toute la région et génère une certaine élévation des précipitations favorables au développement d'une végétation plus hygrophile à tendance sub-montagnarde. Les affleurements de calcaire conduisent au développement de hêtraies avec quelques chênes pubescents sur les lisières sud les plus chaudes.

Quelques carrières souterraines de calcaire sont utilisées par les chauves-souris pour passer l'hiver.

Les tempêtes des années 1980 – 1990 ont mis à mal certains secteurs de futaies, notamment de hêtraies.

Le site est utilisé comme halte migratoire, site d'hivernage et site de nidification pour de nombreuses espèces avifaunistiques.

Espèces	Nicheur	Migrateur	Hivernant
Bondrée apivore	X		
Milan noir		X	
Busard Saint-Martin	X		
Faucon pèlerin		X	
Pic noir	X		
Pic mar	X		
Martin pêcheur d'Europe	X		
Pie-grièche écorcheur	X		



Pic mar (photo Daniel Mure, ONF)

FONCTIONNEMENT ET EVOLUTION DU SITE

Le maintien de la biodiversité faunistique nécessite une permanence de nombreux arbres d'âge avancé voire sénescents.

Les layons forestiers gagneraient à être gérés en conservant les micro-topographies (ornières, dépressions,...) et par le biais d'une fauche exportatrice menée à l'automne.

La préservation de la quiétude dans certains sites souterrains pour leurs populations de chauves-souris en hiver pourrait être assurée par la pose de grilles d'entrée.



Massif de Retz

ZONE SENSIBLE N°25

LA GRANDE FAUNE EN PICARDIE
Zone Sensible n° 25

DEPARTEMENT : OISE

COMMUNES CONCERNEES :

Mareuil-sur-Ourcq, Marolles, Autheuil-en-Valois, Bourneville, La Villeneuve-sous-Thury.

ESPECES CONCERNEES :

Sanglier, Cerf, Chevreuil.

PROBLEMES LOCALISES :

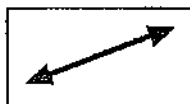
PRECONISATIONS :

Préserver cette zone préférentielle de déplacement des cerfs, d'intérêt interdépartemental.

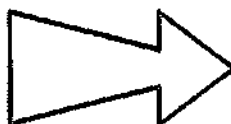
LEGENDE DE LA CARTE :



Zone à préserver sous peine de
rupture du couloir de migration



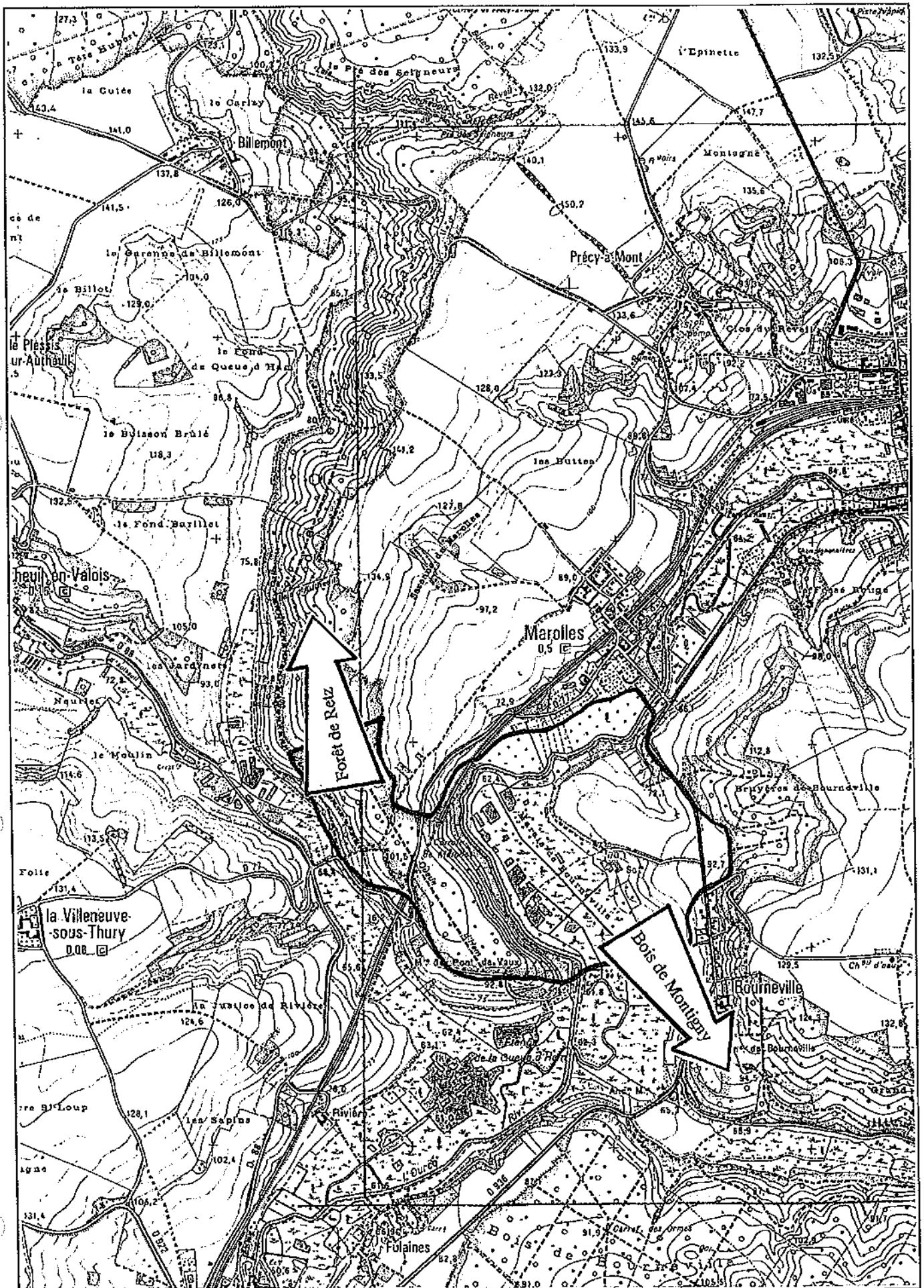
Connection
à restaurer



Principale destination
(Zones refuges)

LA GRANDE FAUNE EN PICARDIE

Inventaire des Zones Sensibles

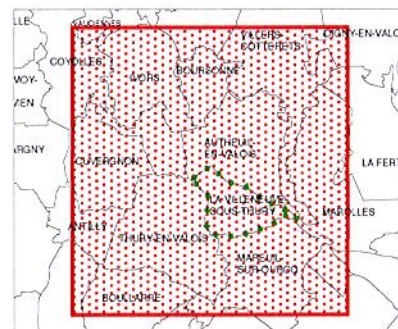


CORRIDORS ECOLOGIQUES

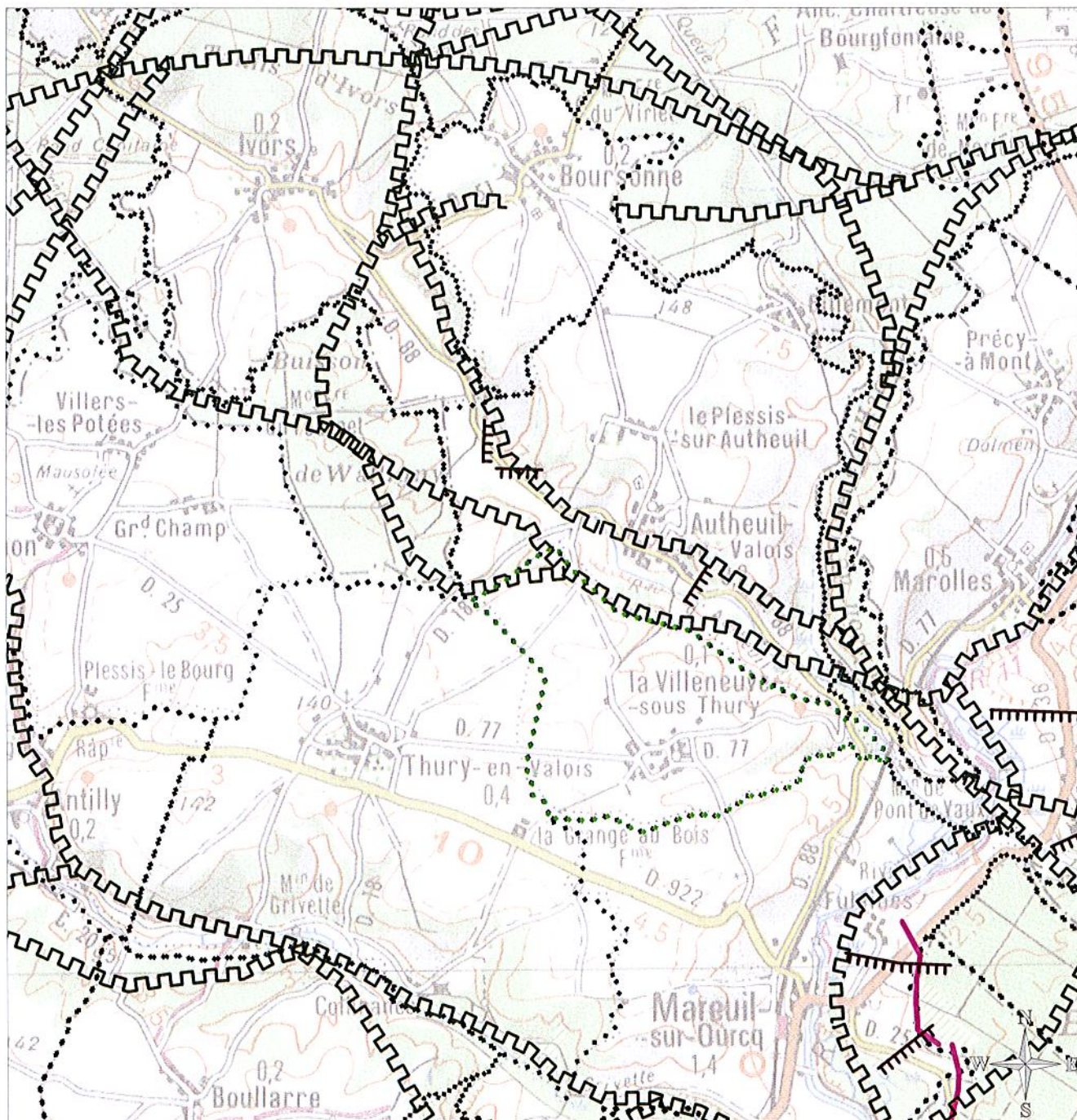


Direction Régionale de l'Environnement
PICARDIE

Corridors écologiques potentiels de Picardie



Commune : LA VILLENEUVE-SOUS-THURY (H1L1)



Source : Conservatoire des Sites Naturels de Picardie
Réalisation dans le cadre du projet "réseaux de sites, réseaux d'acteurs"
financé par l'Europe, l'Etat et la Région Picardie.

la largeur des lignes ne représente
pas la largeur réelle du corridor
qui peut être très variable.
Cet inventaire n'est pas exhaustif.
Echelle 1/100 000

Imprimé le 13/02/07

BDCARTO® ©IGN - PARIS - 1999
SCAN100® ©IGN - Paris - 1999
Autorisation n°90-9068
Convention MATE/IGN 41/99
<http://www.ign.fr>

ESPACE NATUREL SENSIBLE



VMU62

Vallée de l'Ourcq de Marolles à Mareuil-sur-Ourcq



ID

Surface : 234**Altitude :****Entité paysagère :**

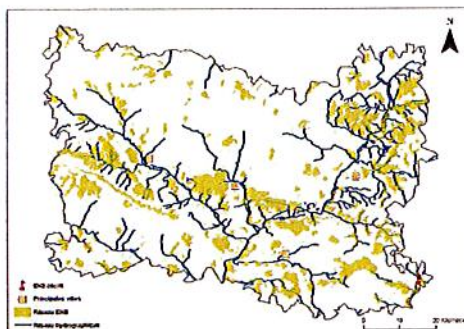
VALOIS MULTIEN.

Canton(s) concerné(s) :

BETZ.

Commune(s) concernée(s) :

LA VILLENEUVE-SOUS-THURY, MAREUIL-SUR-OURCQ, MAROLLES.

**Inscription à inventaire, statut de protection :**

APPB : Marais de Bourneville, Site Inscrit Oise 29, ZICO PE 04,
ZNIEFF I n°220013837, ZNIEFF II n°220013841.

Valeur patrimoniale

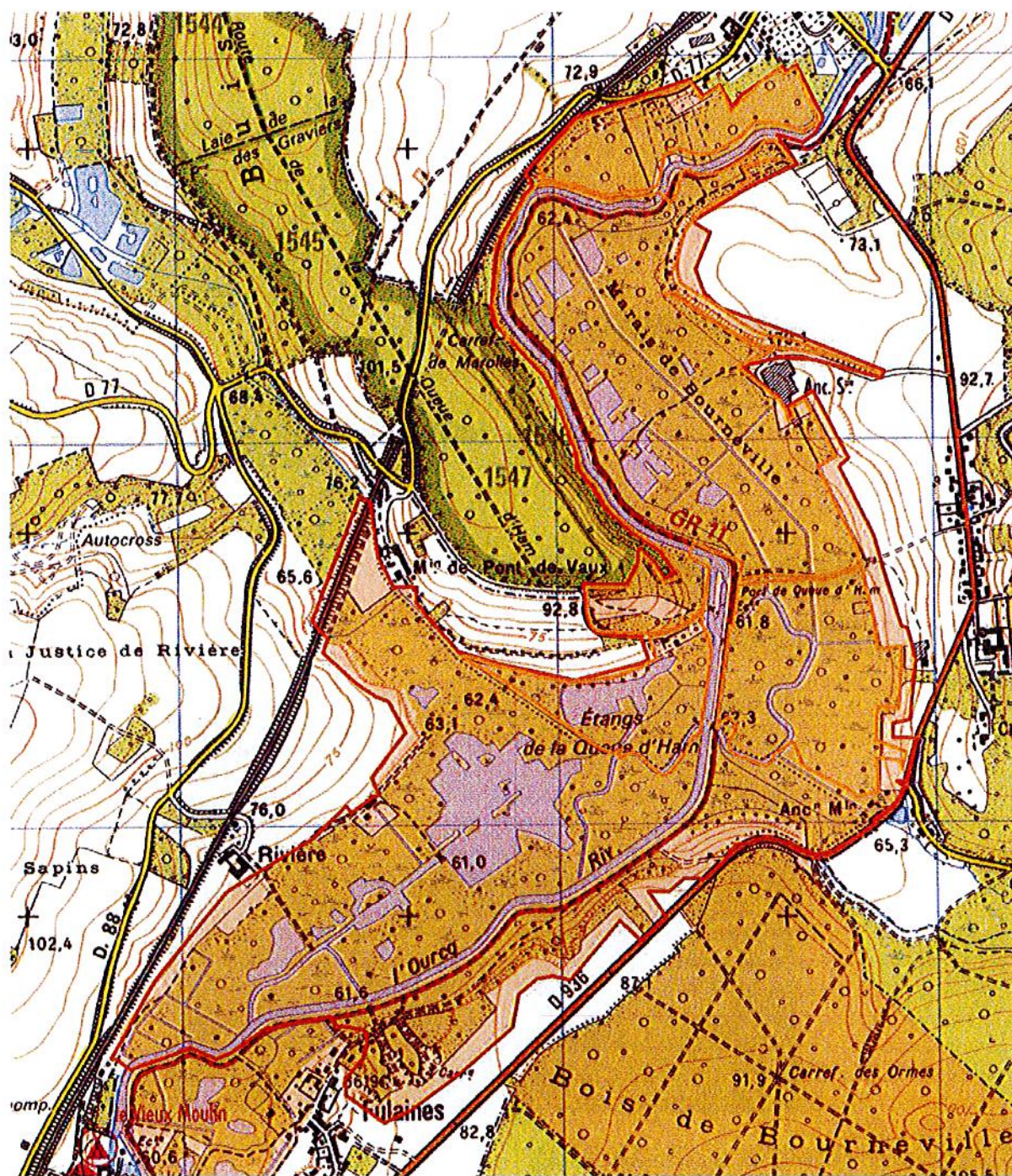
- ☐ Intérêt pour la Faune
- ☒ Intérêt pour la Flore
- ☐ Intérêt pour les Milieux naturels
- ☐ Intérêt pour le Paysage

Vocation proposée

Restauration des milieux humides.
Valorisation du patrimoine naturel

**Présentation de l'Espace Naturel Sensible (ENS)**

Le Marais de Bourneville est inscrit au cœur de la vallée de l'Ourcq, qui est encaissée dans le plateau tertiaire du Valois. Elle suit, à ce niveau de son cours, un axe général orienté nord-est/sud-ouest, mais présente un coude épousant la forme de l'éperon de l'extrémité sud de la Forêt de Retz (La Queue d'Ham).



- Délimitation de l'ENS
- Zone de préemption de l'ENS

0 270 540 m



Description et intérêt de l'Espace Naturel Sensible

DESCRIPTION ECOLOGIQUE

Composition

Milieus naturels dominants

Les groupements végétaux pelousaires, turficoles, aquatiques, sylvatiques et de mégaphorbiaies

Espèces végétales remarquables

l'Aconit napel (*Aconitum napellus* subsp. *Lusitanicum*) ; l'Utriculaire commune (*Utricularia vulgaris*) ; le Potamot coloré (*Potamogeton coloratus*) ; la Trèfle d'eau (*Menyanthes trifoliata*) ; le Potamot nageant (*Potamogeton natans*)

Espèces animales remarquables

Leuconrhine à large queue (*Leuconrhina caudalis*) ; le Sympétrum vulgaire (*Sympetrum vulgatum*) ; l'Orthétrim bleuisant (*Orthetrum coerulescens*) ; le Sympétrum noir (*Sympetrum danae*) ; le Criquet verte-échine (*Chorthippus dorsatus*) ; le Criquet ensanglanté (*Stetophyma grossum*) ; l'Orthétrum brun (*Orthetrum brunneum*)

Organisation, fonctionnement et état de conservation

Agencement et connexion des milieux dans le site

Connexion avec l'extérieur, réseau de milieux similaires

Etat de conservation et fragilité du site

DESCRIPTION PAYSAGERE

Ce site s'inscrit parfaitement dans la continuité paysagère de la vallée de l'Ourcq. Les abords du Canal de l'Ourcq offrent une ambiance particulière de paysage fluvial géométrique (arbres d'alignements, chemins de halage...) tandis que le reste de la vallée est fermé par les divers boisements (essentiellement des peupleraies et des friches). Les coteaux offrent des panoramas intéressants avec notamment un aperçu dynamique des parcelles de peupliers en mosaïque et du degré de fermeture prononcé du fond de vallée. Le canal offre quant à lui de grandes perspectives quelles que peu monotones.

Le patrimoine hydraulique attenant au canal est remarquable. Quelques cas de cabanisation (ou habitat sauvage) s'observent.

Pour terminer, tout est tourné vers le canal. En dehors de ce périmètre immédiat, le site ne présente pas de réel intérêt paysager.



DESCRIPTION SOCIALE

Usage et gestion de l'Espace Naturel Sensible

Principaux usages et activités sur le site

Principales activités aux alentours

Fréquentation

Réglementations diverses

Foncier

Acquisition aidée par le Conseil Général
Propriétaire du site géré par le CSNP : Commune de Marolles

Présence de bâtiments

Gestion et valorisation actuelles

Site géré par le CSNP : Le Marais de Bourneville à Marolles (Code site : S60015) / Site de 1ère génération avec 1ère contractualisation en 1998 (11 ha). Plan de gestion 2000-2004 / Propriétaire : Commune

Actions menées en 2000 : Rédaction du plan de gestion (2000 - 2004)

Actions menées en 2004 : Restauration par entretien des tire-sève (phase 3) ; Entretien de la mare à batraciens ; Sortie découverte pour le grand public dans le cadre de « Fréquence Grenouilles » ; Restauration de 3 à 4 ha d'ados effectués par les employés communaux (sur proposition du maire) encadrés par le CSNP

Actions menées en 2005 :

- Actions dans la continuité de 2004 : coupe de rejets (phase 4)

- Actions supplémentaires : Révision du plan de gestion, opérations de restauration de tremblants (tourbière de transition vers sols stabilisés) et de la mégaphorbiaie (prairie de hautes herbes sur sol frais et humide).

Actions menées en 2006 :

- Opérations d'aménagement : essouchement des tremblants, restauration de la mégaphorbiaie et test de décapage manuel ;

- Gestion et suivi : entretien par des employés communaux

Actions menées en 2007

- Gestion du projet ; Suivi scientifique

- Fauchage de nénuphars ; Déboisement berges des étangs ; Entretien mégaphorbiaie : fauche ; Essouchement de tremblant

- Sortie nature – conte dans les marais ; Projet pédagogique sentier conté

- Partenariats employés communaux (préparation mare)

Dégradation et menaces

Historique et piste d'actions

Date d'intégration

Pistes d'actions

- Soutien financier au CSNP pour le site existant

- Suivi écologique par le CSNP

- Aménagements et animations par CSNP et/ou équipe de la Maison de l'environnement

- Etude sur la fonctionnalité et la restauration de réseaux de milieux ouverts tourbeux (tourbières, plan d'eau à Leucorhinne à large queue, mégaphorbiaies à Aconit du Portugal)

Etat d'avancement

Maître d'ouvrage choisi



GENS15

Vallée de l'Ourcq et zones humides associées



ID

Surface : 763**Altitude :****Entité paysagère :**

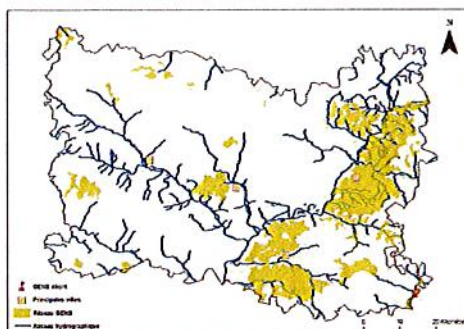
VALOIS MULTIEN.

Canton(s) concerné(s) :

Betz.

Commune(s) concernée(s) :

LA VILLENEUVE-SOUS-THURY, MAREUIL-SUR-OURCQ, MAROLLES, NEUFCHELLES, VARINFROY.

**Inscription à l'inventaire, statut de protection :**

APPB, ZICO, ZNIEFF I, ZNIEFF II.

Valeur patrimoniale

- ☐ Intérêt pour la Faune
- ☐ Intérêt pour la Flore
- ☐ Intérêt pour les Milieux naturels
- ☐ Intérêt pour le Paysage

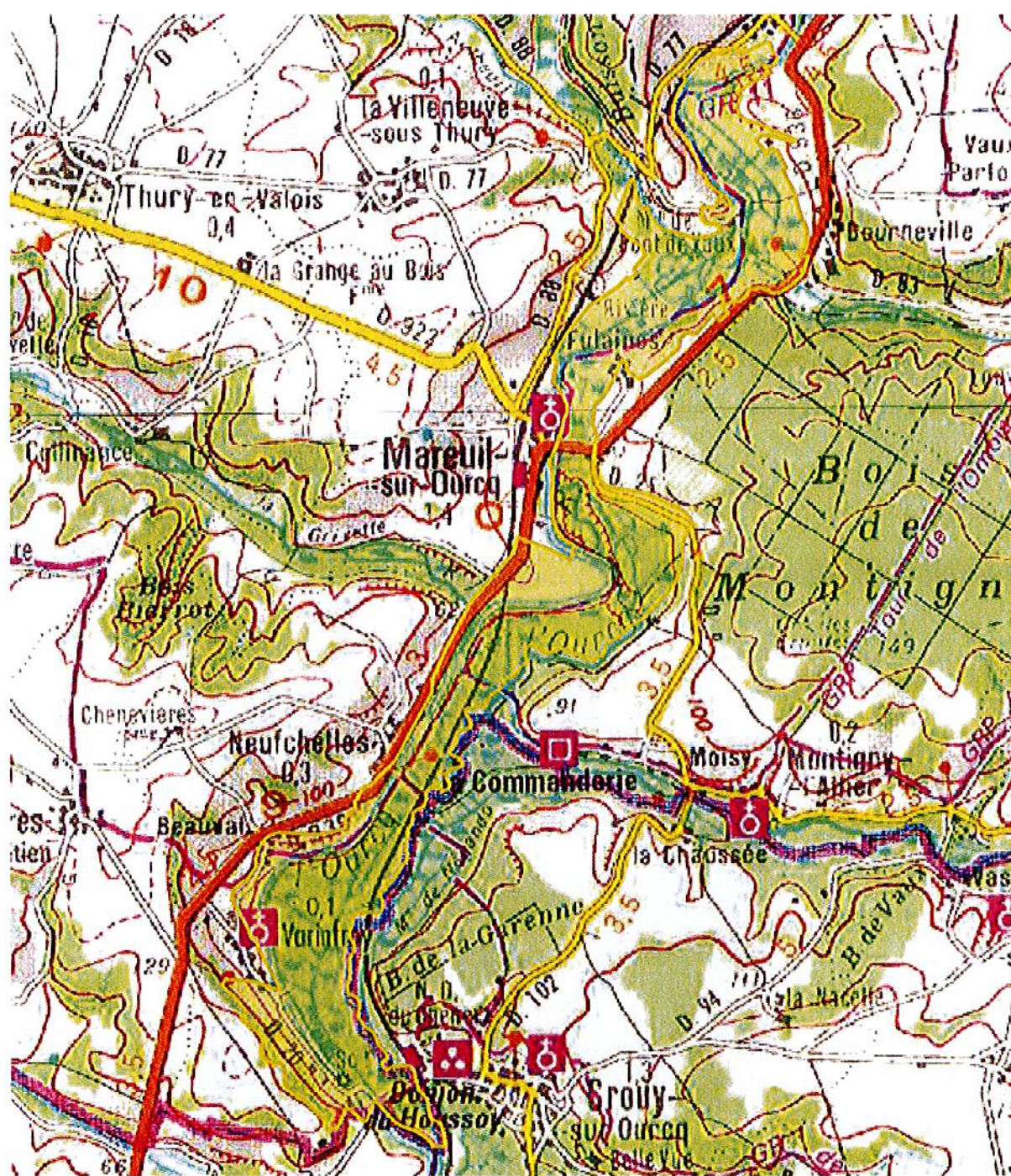
Vocation proposée**Présentation du Grand Ensemble Naturel Sensible (GENS)**

La vallée de l'Ourcq, dans sa portion située à cheval sur les départements de l'Oise et de l'Aisne, est encaissée dans le plateau tertiaire du Valois. Sur ce tronçon, elle suit une orientation globalement nord-est / sud-ouest.

Elle est essentiellement développée sur un substrat de tourbe alcaline. Celle-ci résulte de la non décomposition des débris végétaux accumulés dans des conditions anoxiques de sols engorgés.

Cette tourbe a été exploitée en plusieurs endroits, générant la présence d'étangs plus ou moins nombreux, issus des entailles d'extraction, notamment vers Bourneville et la Queue d'Ham.

Des roselières, scirpaies, mégaphorbiaies et cladiaies frangent ces plans d'eau.



 Délimitation du GENS

0 850 1 700 m



Description et intérêt du Grand Ensemble Naturel Sensible

DESCRIPTION ECOLOGIQUE

Composition

Milieux naturels dominants

On note la présence des milieux paludicoles suivants : végétation aquatique comprenant avec divers groupements du *Nymphaea alba*, du *Lemna gibba* et du *Potamogeton pectinatus*, et des herbiers à Characées (*Chara* spp.), roselières (*Phragmites* spp.) notamment, et *Solano-Phragmites* sur les terrains plus atterris, cariçaies et cladiaies (*Cladium mariscus*), faciès pionniers sur tourbe de l'*Anagallis tenellae-Eleocharitum quinqueflorum*, et jonchaies du *Juncus subnodulosus*. Sur les derniers espaces ouverts, les fourrés de saules ont tendance à se développer et à devenir envahissants en l'absence d'entretien. Les plantations de peupliers ont remplacé la majorité des milieux paludicoles. Les prairies humides ont ainsi disparu de la vallée de l'Ourcq. Seules subsistent quelques mégaphorbiaies ou portions de roselières éparpillées. Le canal de l'Ourcq longe la rivière. Autrefois très utilisé pour le transport fluvial à destination de Paris, il a aujourd'hui une vocation touristique. Le cours de l'Ourcq présente localement des tronçons relativement secs avec des substrats sableux assez peu couverts.

Espèces végétales remarquables

Espèces animales remarquables

Organisation, fonctionnement et état de conservation

Agencement et connexion des milieux dans le site

Connexion avec l'extérieur, réseau de milieux similaires

Etat de conservation et fragilité du site

DESCRIPTION PAYSAGERE

DESCRIPTION SOCIALE



Usage et gestion du Grand Ensemble Naturel Sensible

Principaux usages et activités sur le site

Principales activités aux alentours

Fréquentation

Réglementations diverses

Foncier

Présence de bâtiments

Gestion et valorisation actuelles

Dégradation et menaces

Historique et piste d'actions

Date d'intégration

Pistes d'actions

Etat d'avancement

Maître d'ouvrage choisi

AUTRES INFORMATIONS JUGEES UTILES

Zonage d'assainissement

Etudes et choix d'assainissement			Observations
Mode d'assainissement actuel	Collectif	Individuel	
Schéma directeur d'assainissement réalisé	oui	Non	
Existence d'un zonage d'assainissement	oui	Non	
Choix d'assainissement	Collectif pour le village	Individuel pour les écarts	Date de choix : 04/12/2003

La commune de La Villeneuve-sous-Thury possède une station d'épuration (STEP). Sa capacité est de 250 équivalents/habitants, elle est déclarée non conforme en équipement et performances à la Directive Eaux Résiduaires Urbaines (circulaire du 08/12/2006).

Le règlement devra maîtriser les écoulements des eaux pluviales et prévoir, éventuellement, la création d'ouvrages (dispositifs tampon : prairies inondables, mares, fossés enherbés, etc...).

Hydraulique

La commune de La Villeneuve-sous-Thury est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Seine-Normandie approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009, en cours de révision, avec lequel le PLU doit être compatible, en particulier sur la question de la préservation des zones humides.

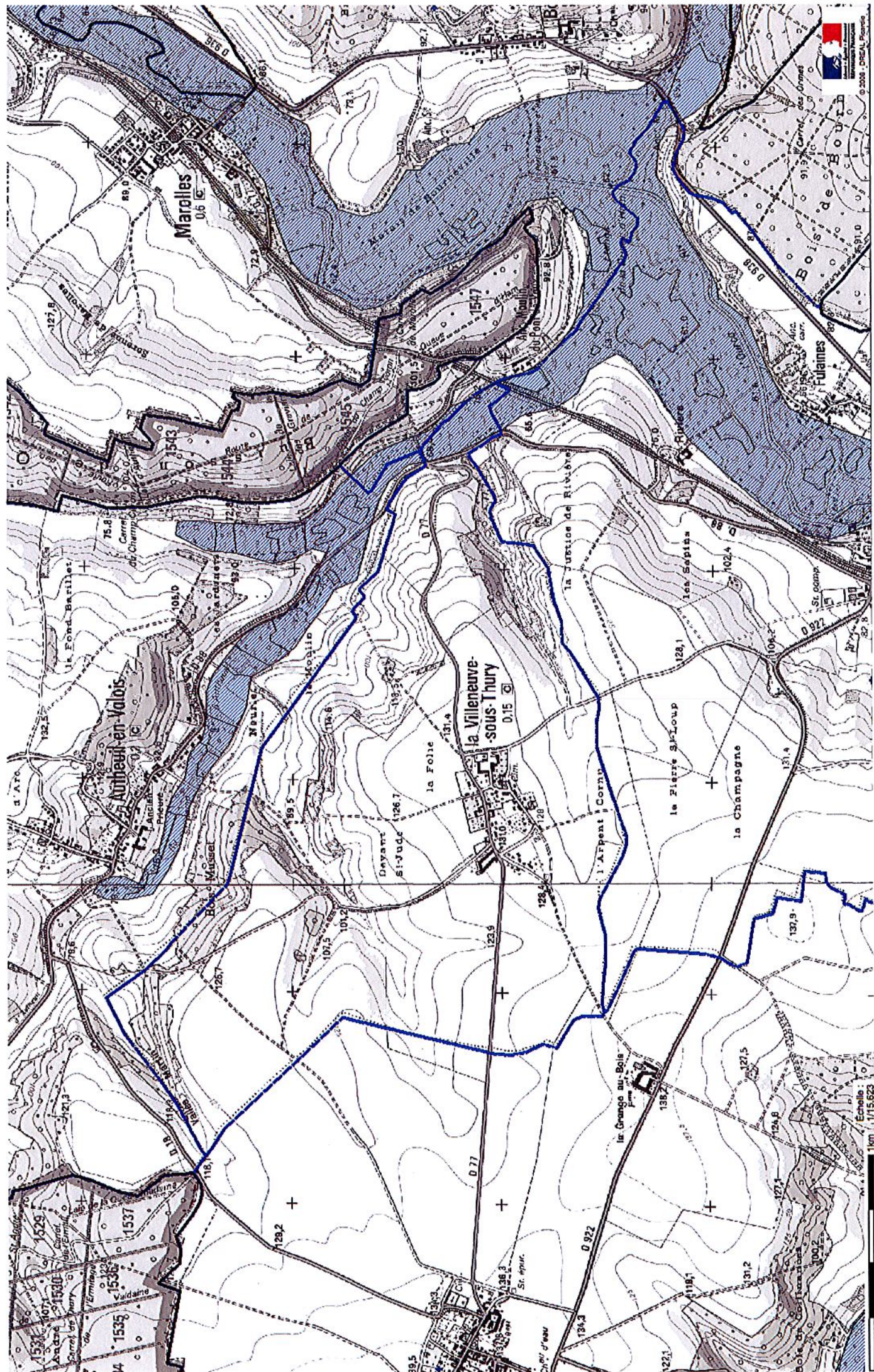
Un guide de prise en compte du SDAGE dans les documents d'urbanisme est téléchargeable à partir du lien <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/article.php3?id%20article=72>

La DREAL Picardie a récemment mis à jour son atlas de l'eau qui est librement consultable sur son site internet.

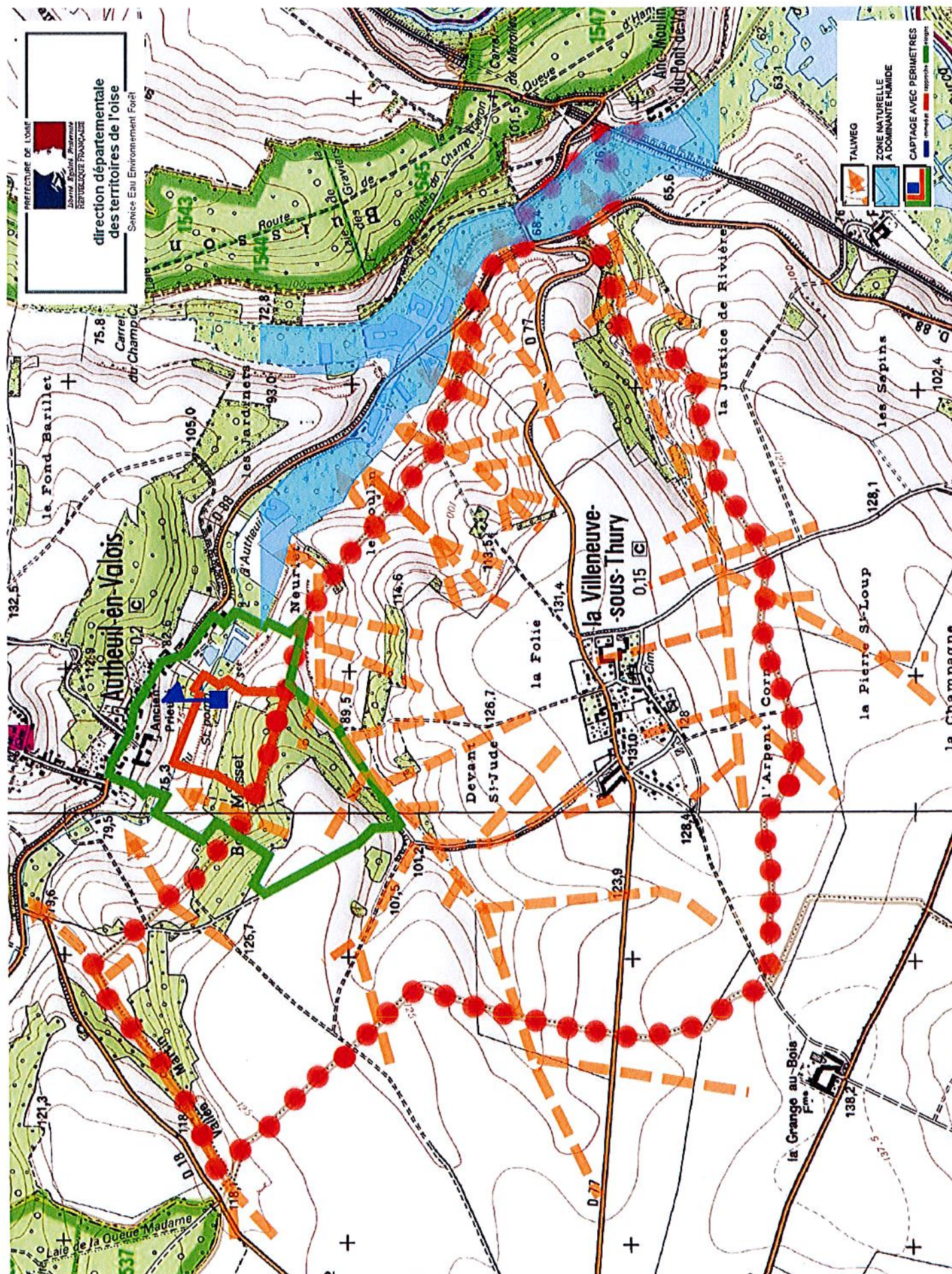
Zones humides

Une cartographie interactive des zones humides de votre commune est accessible depuis le site internet de la DREAL.

Des plaquettes à destination des élus et des bureaux d'études ont été réalisées pour aider à la prise en compte des zones humides dans les documents d'urbanisme. Elles sont disponibles sur le site internet de la DDT.



Carte des cours d'eau





PAC

PORTER A CONNAISSANCE

F
I
C
H
E
n°
7

La Politique Agricole Commune (PAC) reste un des enjeux majeurs de l'Europe. Elle est un des piliers de la Construction Européenne. Après des débuts triomphants, elle connaît aujourd'hui une phase d'incertitudes liées à des difficultés budgétaires, amplifiées par l'arrivée de nouveaux membres dont les situations sont très diverses.

En plus des effets liés à la PAC, l'agriculture française a connu de profondes mutations qui ont impacté aussi bien la production, que les exploitations, les métiers et la manière d'aborder le métier d'exploitant, le statut de l'agriculteur au sein de la société, les coûts de production et la qualité des produits. Face à ces profonds changements, les exploitants ont dû s'adapter parfois en anticipant, parfois en subissant les évolutions.

Ainsi, comme toute la France, le département de l'Oise s'est modernisé même si le type de culture est resté en partie spécifique au territoire, en fonction des sols et du climat. Cette spécificité a tendance à disparaître peu à peu grâce aux évolutions et progrès techniques, très importants, de ces cinquante dernières années.

Dans le département de l'Oise, la taille des exploitations s'est accrue, notamment avec les regroupements d'exploitations et l'activité s'est modernisée. Les cultures de céréales sont prépondérantes avec une production destinée pour une large part aux industries agro-alimentaires (IAA).

Le département de l'Oise bénéficie de conditions qui font de son territoire un des plus compétitifs et dynamiques du pays au niveau agricole. Environ 70% de la surface du sol de l'Oise est dédiée à l'agriculture. Néanmoins, celle-ci a tendance à diminuer face à la pression foncière. Par rapport à 2004, le prix moyen des propriétés non bâties a augmenté de 4%, soit 5 840 euros à l'hectare.

Les données structurelles du département laissent apparaître une diminution du nombre d'actifs agricoles, toutes catégories confondues. La population agricole familiale comptait 13 461 personnes en 2000, dont 7 010 actifs sur l'exploitation. Les salariés agricoles permanents étaient au nombre de 1 920, à la même date. Ces chiffres ont quasiment été divisés par deux depuis 1979.

Le nombre d'exploitations agricoles a suivi la même tendance et a fortement diminué depuis l'exode rural du début du XX^{ème} siècle. En 2005, l'Oise comprenait 3 805 exploitations pour une Surface Agricole Utile moyenne d'environ 97 hectares. Pour cette SAU totale, on estime que 6 660 actifs sont nécessaires à temps complet sur les exploitations.

En terme de cultures, le territoire s'est spécialisé autour des céréales (blé tendre, orge, maïs...), des oléagineux (colza, soja, pois...), des pommes de terre et des betteraves destinées à l'industrie sucrière.

Il existe aussi une production de légumes frais (petits pois, haricots verts, champignons, salades...) largement destinée aux conserveries.

Les animaux sont également présents (bovins et ovins), avec une orientation plus marquée vers la production laitière. En 2005, 1 874 hectolitres de lait ont été produits.

On note par contre la diminution des prairies naturelles qui ont été réduites de 27 % en 15 ans (en 1989 de 48 740 ha à 35 200 ha en 2004) et que l'on s'efforce de protéger dans le cadre de la PAC (obligation de maintien de ces prairies).

A l'heure actuelle, un nouveau débouché apparaît : les biocarburants et la production de biomasse. Une partie des productions de colza, et dans une moindre mesure celles de betteraves à sucre, s'orientent vers cette nouvelle voie.

A
G
R
I
C
U
L
T
U
R
E

Agriculture Durable

Un Plan Régional de l'Agriculture Durable (PRAD) fixe les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l'État dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Le PRAD de la Picardie a été approuvé le 18 février 2013 et est téléchargeable sur le [site internet de la DRAAF](#).

Recensement Général Agricole

Le recensement général agricole (RGA) est prescrit par une recommandation de la FAO qui prévoit sa réalisation chaque décennie et au niveau communautaire par le règlement n°1467/96 du Conseil du 17 décembre 1996. En France, le dernier RGA a eu lieu en l'an 2000. Les recensements de l'agriculture précédents avaient eu lieu en 1970, 1979 et 1988. Cette opération de grande ampleur répond aux besoins nombreux d'informations à des niveaux géographiques fins : commune, canton, région agricole. Le recensement consiste en une enquête auprès de chaque exploitant agricole portant sur les caractéristiques de l'exploitation agricole, superficies, cheptel, matériel, sur son environnement économique, sur l'activité exercée sur ces unités et sur la population vivant ou travaillant sur l'exploitation agricole.

La surface totale de cette commune 432 ha, la SAU est de 358 ha à la PAC 2012. Elle représente 83% de la surface totale, en baisse par rapport au RA2000 (371 ha en 2000). - Sources : RGA 2000 et déclarations de la PAC 2011. Les référentiels sont différents, mais la variation ainsi calculée est toutefois significative.

Recensement agricole 2000 - Fiche comparative 1979 - 1988 - 2000

Région : 22 - PICARDIE
Département : 80 - OISE
Canton : 05 - BETZ
Commune : 679 - VILLENEUVE-SOUS-THURY

Région agricole : 329 - VALOIS ET MULTIEN
Zone défavorisée : 0 - Hors zone
Massif : 0 - Hors zone

1. Généralités

Population totale en 1990*	163	Superficie totale*	432 ha
en 1988*	168	Superficie agricole utilisée communale (7)	371 ha
		Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	682 ha

* Source : INSEE, DGI

2. Taille moyenne des exploitations

	Exploitations			Superficie agricole utilisée moyenne (ha) (1)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Exploitations professionnelles (2)	3	3	3	c	162	174
Autres exploitations	0	0	0	c	0	0
Toutes exploitations	3	3	3	c	162	174
Exploitations de 100 ha et plus	3	3	3	c	162	187

3. Superficies agricoles

	Exploitations			Superficie (ha) (1)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Superficie agricole utilisée	3	3	3	487	521	582
Terres labourables	3	3	3	478	520	552
dont céréales	3	3	3	327	286	c
Superficie fourragère principale (3)	c	c	c	c	c	c
dont superficie toujours en herbe	c	c	c	c	c	c
Bâtiments	3	3	3	205	217	c
Orges et escourgeon	3	3	3	0	0	c
Mais-grain et maïs semence	3	3	3	0	36	0
Betterave industrielle	3	3	3	122	84	c
Pois protéagineux	3	3	3	151	84	100
Pommes de terre de conservation	...	...	...	...	...	...

4. Cheptal

	Exploitations			Effectif		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Total bovins	0	0	0	0	0	0
dont total vaches	0	0	0	0	0	0
Total volailles	0	0	0	0	0	0
Vaches laitières	0	0	0	0	0	0
Total ovins	0	0	0	0	0	0
dont brebis mères	0	0	0	0	0	0
Total porcins	0	0	0	0	0	0
dont truies mères	0	0	0	0	0	0
Lapins mères	0	0	0	0	0	0
Poules pondeuses	0	0	0	0	0	0
Poulets de chair et coqs	...	...	...	...	...	...

5. Moyens de production

	Exploitations			Superficie (ha) ou parc (en propriété et co-propriété)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Superficie en fennage	3	3	3	457	385	462
Tracéurs	3	3	3	14	13	c
dont tracéurs de 135 ch DIN et plus	...	...	...	...	...	c
Moissonneuse-batteuse	3	3	3	3	3	c
Presse à graines betterave	...	...	...	...	...	c
Superficie irriguée	0	0	0	0	0	0
Superficie drainée par drains enterrés	c	c	c	c	c	c

6. Age des chefs d'exploitation et des coexploitants

	Effectif		
	1979	1988	2000
Moins de 40 ans	c	c	0
40 à moins de 55 ans	c	c	3
55 ans et plus	0	0	c
Total	3	3	3

7. Population - Main d'œuvre

	Effectif ou UTA (4)		
	1979	1988	2000
Chefs et coexploitants à temps complet	3	6	c
Pop. familiale active sur les expl. (5)	6	4	5
UTA familiales (4)	4	3	4
UTA salariés (4) (6)	9	5	c
UTA totales (y.c. ETA-CUMA) (4)	13	8	6
Salariés permanents	0	0	4

8. Statut

	Exploitations		
	1979	1988	2000
Exploitations individuelles	3	3	c

9. Divers

	S ou SD		
	1979	1988	2000
S : superficie (ha)	0	0	0
SD : superficie développée (ha)	0	0	0
Mais fourrage et ensilage (S)	0	0	0
Pomme de terre de fabrication (S)	0	0	0
Cabre grain et navette (S)	0	0	40
Haricot vert (SD)	0	0	0
Pois pois (SD)	0	0	0

Précisions méthodologiques

- (1) Les superficies renseignées ici sont celles des exploitations ayant leur siège sur la commune, quelle que soit la localisation des parcelles. Elles ne peuvent être comparées à la superficie totale de cette commune.
- (2) Exploitations dont le nombre d'UTA (4) est supérieur ou égal à 0,75 et la marge brute standard est supérieure ou égale à 12 hectares équivalent blé.
- (3) Somme des fourrages et des superficies toujours en herbe.
- (4) Une unité de travail annuel (UTA) est la quantité de travail d'une personne à temps complet pendant une année.
- (5) La population familiale active comprend toutes les personnes, membres de la famille du chef d'exploitation ou des coexploitants (y compris ceux-ci), travaillant sur l'exploitation.
- (6) Il s'agit des salariés permanents et occasionnels n'appartenant pas à la famille du chef d'exploitation ou des coexploitants.
- (7) Les superficies renseignées ici sont celles qui sont localisées sur la commune.

Signes conventionnels

... Résultat non disponible

c Résultat confidentiel non publié, par application de la loi sur le secret statistique

Valeur vénale des terres

La commune de La Villeneuve-sous-Thury fait partie de la petite région agricole du Valois.

La valeur vénale des terres en 2007 figure dans le document ci-après.

Valeur vénale moyenne des terres labourables et des prairies naturelles en 2007
pour les terres agricoles d'au moins un hectare, libres à la vente

(euros à l'hectare)

60-Oise (petites) régions agricoles	TERRES LABOURABLES					PRAIRIES NATURELLES				
	Rappel 2006	2007			%	Rappel 2006	2007			%
		Domini- nante	mini	maxi			Domini- nante	mini	maxi	
	6 390	7 020			+ 10	5 480	5 900			+ 8
041 PAYS DE THELLE	6 050	6 900	3 350	10 800	+ 14	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
042 CLERMONTAIS	6 050	6 900	3 350	10 600	+ 14	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
043 NOYONNAIS	5 450	6 000	3 800	10 000	+ 10	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
327 PLATEAU PICARD	7 120	7 620	3 500	10 700	+ 7	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
328 SOISSONNAIS	5 450	6 000	3 800	10 000	+ 10	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
329 VALOIS ET MULTIEN	6 400	7 100	5 610	8 400	+ 11	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
330 VEXIN FRANCAIS	6 050	6 900	3 350	10 600	+ 14	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8
331 PAYS DE BRAY	5 440	6 000	3 900	7 600	+ 10	5 480	5 900	3 600	6 560	+ 8

(1) Les estimations des prairies ont été réalisées au niveau départemental à partir de 2006.

Source : Agreste - Enquête sur la valeur vénale des terres agricoles.

La valeur vénale moyenne des terres en 2012 à l'échelle de la PRA du Valois et Multien est de 10 620 €/ha, nettement supérieure par rapport à la moyenne départementale (8 680 €/ha). (Source : Le prix des terres agricoles – Analyse des marchés fonciers ruraux 2012 – Safer – Mai 2013).

Proximité des exploitations agricoles

L'article L 111-3 du code rural a introduit la réciprocité des distances d'éloignement à respecter entre bâtiments agricoles abritant des élevages et les habitations ou immeubles habituellement occupés par des tiers. Ces distances d'éloignement visent à éviter les conflits générés par des exploitations trop proches des habitations. Ces distances sont fixées par le règlement sanitaire départemental ou la législation sur les installations classées.

Le respect de ces distances peut ne pas être appliqué aux extensions de constructions existantes et une distance inférieure peut être autorisée, par dérogation, après avis de la chambre d'agriculture, pour tenir compte de spécificités locales, notamment dans les zones urbaines délimitées par les documents d'urbanisme et dans les parties actuellement urbanisées. Il convient de localiser par cartographie les bâtiments agricoles soumis à ces contraintes de distance d'implantation pour la prise en compte de l'article L 111-3 du code rural.

Il convient aussi de localiser les sièges d'exploitation ainsi que les plans d'épandage d'effluents d'élevage et de boues de stations d'épuration.

Économie du foncier et mitage des zones agricoles

4 exploitations travaillent au moins 1 îlot de la commune et 3 exploitations ont le siège sur la commune (stable par rapport à 2000). L'activité d'élevage est absente sur cette commune, en diminution par rapport à 2000 (3 UGB).

L'activité agricole dominante qui caractérise les communes de cette PRA est la production de grandes cultures, betteraves et légumes de conserve. Les exploitations qui produisent des légumes de conserve sont généralement équipées d'irrigation. Les terres labourables occupent 92 % de la SAU.

Les terres limoneuses du type « limon de vallon » ou « limon mouillant de vallée » sont dominantes dans cette PRA. Les rendements potentiels de ces sols sont élevés sur les parcelles drainées. Ils peuvent atteindre 90 à 95q/ha pour le blé (8 années sur 10). Leur valeur agronomique peut être considérée comme excellente. (Source : Guide des sols de l'Oise – ISAB, Chambre d'Agriculture de l'Oise - 1997) .

Les espaces agricoles mais aussi naturels avec la forêt, les haies, les zones humides, les jachères, etc. ont un rôle essentiel au service de l'économie agricole et au bénéfice de notre environnement – filtrage de l'eau, réduction de CO2, biodiversité (ex : les abeilles). Ils valorisent les zones urbaines offrant aux habitants un cadre de vie de qualité. Le PLU doit prendre en compte cette préoccupation d'une gestion économe du foncier, que ce soit pour produire du logement, pour le développement économique ou pour la création de nouvelles infrastructures de transport.

Toute surface économisée est un gage de pérennité pour l'activité agricole. Afin d'éviter au maximum le mitage sur ces espaces, le règlement des zones agricoles A devra être restrictif et explicite quant aux modes d'occupation qui y seront autorisés et ces derniers devront être bien en rapport avec la définition de la dite zone.

Évolution des espaces agricoles

La commune a clôturé son remembrement le 10 avril 1978.

Le module cartographique Cartélie, accessible sur le site internet de la DDT de l'Oise, permet de visualiser l'évolution des espaces agricoles depuis 2003 à partir du lien suivant : http://www.oise.equipement-agriculture.gouv.fr/article.php3?id_article=1495 ainsi que l'évolution de l'urbanisation : http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr/cartelie/voir.do?carte=Urbanisation&service=DDT_60.

La Commission Départementale de Préservation des Espaces Agricoles Naturels et Forestiers (CDPENAF)

Je vous invite à consulter la [plaquette élaborée](#) par le service de l'économie agricole de la DDT de l'Oise sur les modalités de saisine de la commission départementale préservation des espaces agricoles naturels et forestiers qui remplace la commission départementale de consommation d'espaces agricoles.



PÔLE DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES ET ENVIRONNEMENT
Direction-adjointe du logement,
de la politique de la ville et de l'habitat
Service aménagement et urbanisme

Affaire suivie par : Yves.PAUL
Mél : yves.paul@cg60.fr
Tél. : 03.44.10 72 35
Fax : 03.44.06.60.02

Le Président du Conseil général

à

Monsieur le Directeur départemental
des Territoires de l'Oise

Beauvais, le **17 JUIN 2014**

Objet : Collecte des informations nécessaires à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
Commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY

Suite à votre demande en date du 16 janvier 2014 concernant la collecte des informations nécessaires à l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de VILLENEUVE-SOUS-THURY, prescrit par délibération du 10 octobre 2013, j'ai l'honneur de vous adresser les informations suivantes :

1° Routes départementales :

Documents de référence :

- Plan départemental pour une mobilité durable adopté par le Conseil général le 20 juin 2013 ;
- Règlement de la voirie départementale arrêté le 16 février 2011.

Ces documents sont accessibles sur la plateforme internet des données ouvertes de l'Oise, OpenData Oise (opendata.oise.fr), thématique « Transports et déplacements » ;

Classement des routes départementales :

- RD 77, route de 5^{ème} catégorie (route assurant une liaison de desserte locale).

Les données, sous forme de carte, sont accessibles sur opendata.oise.fr, thématique « Transports et déplacements ».

Comptages :

- RD 77, au PR 5.000 = 323 véhicules/jour dont 9 % de poids lourds, en 2009

Les données, sous forme de carte et de tableau, sont accessibles sur opendata.oise.fr, thématique « Transports et déplacements ».

Plans d'alignement :

- RD 77 approuvé par arrêté préfectoral en date du 27 octobre 1869.

A ce jour, il n'est pas envisageable de transférer tous les plans compte tenu de leur état. Afin de solutionner ce problème, le Département réalise actuellement un diagnostic de ses plans d'alignement en vue d'entreprendre leur restauration, le cas échéant, et leur numérisation, permettant ainsi aux communes qui en feront la demande de recevoir la version numérisée du ou des plans d'alignement toujours en cours sur les RD qui empruntent le territoire communal.

Accidentologie :

- Aucun accident n'est à déplorer entre 2008 et 2012.

2° Circulations douces

Schéma départemental des circulations douces :

Le Conseil général a adopté le 16 décembre 2010 le Schéma Départemental des Circulations Douces (SDCD). Ce dernier schéma vise, notamment, à coordonner les initiatives et les projets locaux. Le Conseil général a également édité un guide technique des voies de circulation douce qui synthétise les données techniques, juridiques et administratives à l'attention des porteurs de projets. Le document est accessible sur opendata.oise.fr, thématique « Transports et déplacements ».

Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR):

Le Département est compétent pour établir le PDIPR. Le PDIPR a vocation à préserver les chemins ruraux, la continuité des itinéraires et ainsi à favoriser la découverte de sites naturels et de paysages ruraux en développant la pratique de la randonnée.

Aucun circuit inscrit au PDIPR n'emprunte le territoire communal.

3° Transports

Le Conseil général est autorité organisatrice des transports interurbains.

Ligne régulière :

- n° 19, CREPY-EN-VALOIS/MEAUX.

Lignes scolaires :

- à destination du collège Marcel Pagnol de BETZ ;
- à destination des établissements de CREPY-EN-VALOIS ;
- desservant le regroupement pédagogique de CUVERGNON – ORMOY-LE-DAVIEN – THURY-EN-VALOIS – LA VILLENEUVE-SOUS-THURY.

Le transport scolaire est pris en charge par le Département au-delà de ses compétences obligatoires en transportant également gratuitement des lycéens et les primaires qui relèvent des compétences respectives de la région et des communes.

Tous les horaires sont disponibles sur le site www.oise-mobilité.fr.

Abri-voyageurs :

Le département a installé un abri-voyageurs dans la commune :

- rue de Valois

4° Protection de l'environnement – les Espaces Naturels Sensibles

Le Conseil général a approuvé le 18 décembre 2008 un schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles.

Ainsi, le territoire de la commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY est concerné, à son extrémité Est, par :

- l'ENS d'intérêt départemental « Vallée de l'Ourcq de Marolles à Mareuil-sur-Ourcq » (VMU62) ;
- le GENS d'intérêt départemental « Vallée de l'Ourcq et zones humides associées » (GENS15).

Les GENS (ou Grands Ensembles Naturels Sensibles) ont été identifiés par le département pour intervenir à une échelle plus large que celle d'un ENS dans le but de favoriser la mise en réseau des sites naturels et préserver les continuités écologiques.

Les fiches descriptives correspondantes sont jointes au présent courrier.

Pour rappel, le classement en ENS ne constitue pas une protection réglementaire des espaces considérés. Il ne s'agit que d'un inventaire de sites dont les richesses écologiques et paysagères nécessitent une attention particulière. De plus selon les projets envisagés sur ces espaces, le classement en ENS peut donner accès à des aides du Conseil Général visant à les préserver et à les ouvrir au public. La présence de ces ENS se doit donc d'être soulignée dans vos documents d'urbanisme afin de sensibiliser les porteurs de projets.

5° Assainissement

La commune dispose d'une station d'épuration de 250 EH dont le fonctionnement est assuré par un filtre planté de roseaux. Elle a été mise en service en 2011.

6° Rivières

La commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY fait partie du bassin de l'Ourcq. Elle possède sur son territoire le fossé de la Vallée Martin, le fossé de l'autocross ainsi qu'un 3^{ème} fossé sans dénomination. Elle est en outre, riveraine du rû d'Autheuil sur une petite distance de sa limite administrative avec Marolles.

Bien qu'aucune action et qu'aucune maîtrise d'ouvrage rivière n'existe sur ce territoire, le rû d'Autheuil doit atteindre le Bon Etat (DCE) à l'horizon 2015 (FRHR144-F6350600).

7° Eau potable

La commune ne dispose pas de captage d'eau potable sur son territoire.

8° Déchets

RAS

9° Aménagement numérique

En matière d'aménagement numérique, le Département de l'Oise tient à communiquer à la commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY les éléments d'information suivants :

- Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique

La Loi relative à la lutte contre la fracture numérique du 18 décembre 2009 introduit dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT) un article L. 1425-2 qui prévoit l'établissement, à l'initiative des collectivités territoriales, de schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) au niveau d'un ou plusieurs départements ou d'une région. La loi précise : « Ces schémas, qui ont une valeur indicative, visent à favoriser la cohérence des initiatives publiques et leur bonne articulation avec l'investissement privé ». En résumé, le SDTAN recense les infrastructures et réseaux de communications électroniques existants, identifie les zones qu'il dessert et présente une stratégie de développement de ces réseaux, concernant prioritairement les réseaux à très haut débit fixe et mobile, y compris satellitaire, permettant d'assurer la couverture du territoire concerné.

Sur le périmètre du département de l'Oise, le Conseil général de l'Oise est en charge depuis début 2010 de l'élaboration de ce SDTAN. Ce dernier a été achevé début 2012 et approuvé en commission permanente le 21 mai 2012.

Le SDTAN est téléchargeable sur le site www.oise.fr, rubrique haut-débit.

Il est donc important que la commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY tienne compte dans son aménagement futur de ce schéma directeur.

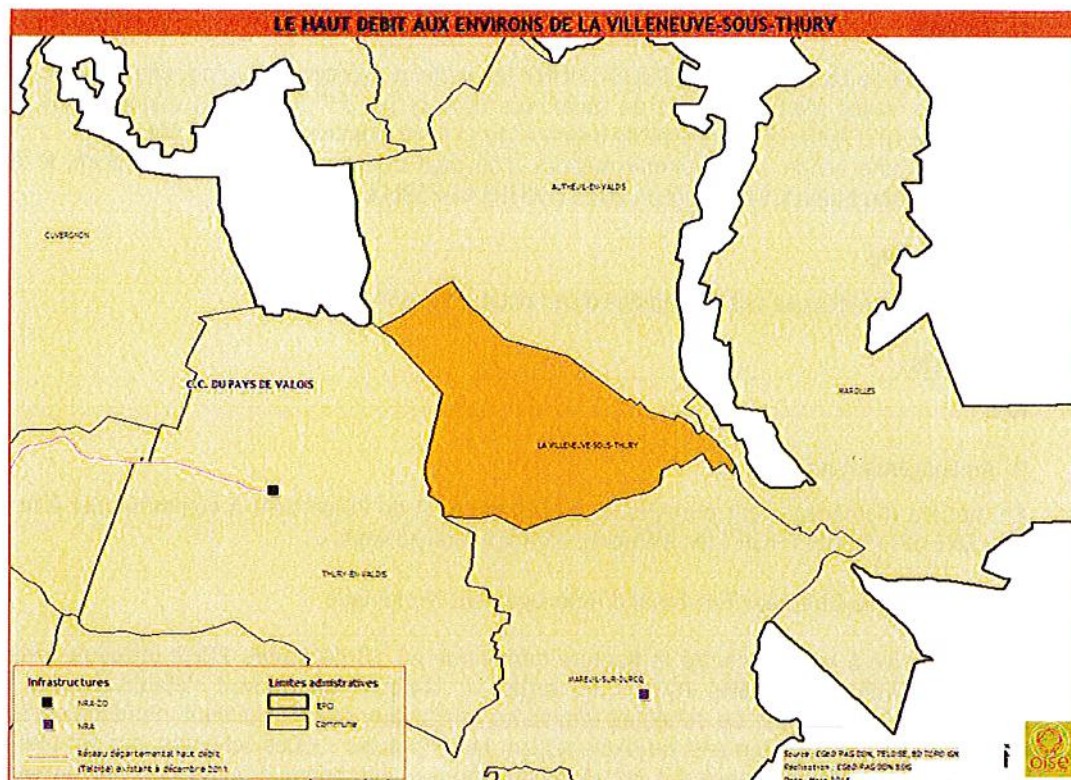
- Existant en matière d'accès internet fixe haut-débit (ADSL) sur la commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY.

LA VILLENEUVE-SOUS-THURY est à ce jour très bien desservi par l'ADSL puisqu'un sous-répartiteur NRA est présent dans la commune voisine de MAREUIL-SUR-OURCQ. Ainsi, les habitations sur LA VILLENEUVE-SOUS-THURY peuvent prétendre pour leur totalité à des abonnements internet « triple-play » avec à la fois téléphone, internet et télévision.

- Existant en matière de réseau fibre optique haut-débit départemental

La stratégie en faveur du numérique du Département de l'Oise a vu la mise en place d'un Réseau d'Initiative Publique (RIP) haut-débit « Teloise » dès l'année 2004. Ce réseau entièrement réalisé en fibre optique est long aujourd'hui de plus de 1100 km, et irrigue une grande partie du département, permettant ainsi de développer les usages et services numériques sur notre territoire, par le biais notamment du dégroupage ADSL, du raccordement d'établissements publics, de zones d'activités, d'entreprises ou encore de pylônes de téléphonie mobile.

Concrètement, ce réseau ne transite pas sur le territoire de la commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY, mais passe à proximité sur des communes frontalières (MAROLLES, MAREUIL-SUR-OURCQ). La carte ci-dessous présente la représentation graphique du tracé de ce réseau autour de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY.



- Projet départemental très haut-débit

Le SDTAN ayant été entériné, le Conseil général initie dès aujourd'hui le vaste projet de très haut débit FTTH (Fiber To The Home) dans l'Oise.

Ce projet échelonné sur 10 ans a donc pour objectif de raccorder en fibre optique la totalité des foyers isariens, (à l'exception des foyers situés au sein des 52 communes dont le raccordement très haut débit est du ressort des opérateurs privés SFR et Orange) et donc de leur ouvrir la perspective d'usages et de services numériques reposant sur des débits nettement supérieurs (100Mbps) aux possibilités actuelles (20Mbps).

La commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY est intégrée dans ce projet afin de pouvoir faire bénéficier ses habitants d'un accès internet très haut débit dans les années à venir.

Concrètement, le projet départemental s'appuiera sur le réseau Teloise évoqué ci-dessus, réseau qui sera étendu par capillarité et pourra transiter par la commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY pour en desservir d'autres.

Il est donc important que d'ores et déjà la commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY intègre dans son PLU cette extension de réseau fibre optique à venir sur son territoire communal dans les 10 années à venir.

- Mutualisation des travaux

La Loi relative à la lutte contre la fracture numérique du 18 décembre 2009 introduit également un nouvel article L49 dans le code des postes et des communications électroniques (CPCE), qui prévoit l'information obligatoire des collectivités territoriales concernées et des opérateurs privés de communications électroniques préalablement à la réalisation, sur le domaine public, de tout chantier de génie civil de taille significative.

L'objectif est ainsi de faciliter les déploiements de réseaux de communications électroniques à très haut débit et d'en réduire les coûts en offrant aux collectivités et aux opérateurs la possibilité de mettre à profit ces travaux pour installer leurs propres infrastructures destinées à recevoir des câbles de communications électroniques. En outre, la mutualisation des travaux effectués sur la voirie évitera des interventions successives et limitera la gêne aux usagers.

Synthèse des recommandations en matière d'aménagement numérique

- Maintenir à jour au niveau de son PLU la cartographie précise des réseaux de communication présents sur le territoire communal, qu'il s'agisse :
 - Du réseau filaire cuivre et fibre optique
 - Du réseau aérien cuivre et fibre optique
 - Des différentes composantes de ces réseaux filaires et/ou aériens
 - NRA
 - Chambres
 - Fourreaux
 - Poteaux
 - Locaux techniques, répartiteurs
 - Antennes
 - Pylônes

Ces informations sont importantes dans le cadre d'une mutualisation possible des équipements existants et également dans le cadre du calcul de la redevance d'occupation de sols par la commune.

- Favoriser autant que possible l'implantation de zones d'activités ou de logements dans des zones couvertes numériquement ou sur le point de l'être
- Intégrer l'opportunité de pré-équiper toute nouvelle zone aménagée lors des travaux de création ou de réfection de voirie importants
- Prévoir la mise en place de fourreaux vides destinés à la fibre optique dans le cadre des aménagements de voirie futurs, en cohérence avec les recommandations techniques du porteur du SDTAN (Conseil général de l'Oise).
- Dans le cadre de l'obligation L49, informer systématiquement le titulaire du SDTAN des travaux prévus sur la commune et rentrant dans le cadre prévu dans cette loi. A l'inverse, le titulaire du SDTAN informera la commune de toute demande de travaux dont il aura eu connaissance sur son territoire et rentrant dans le cadre de cet article L49.

10° Aménagement foncier

RAS

11° Immobilier et logistique

Le Conseil général ne possède pas de propriété bâtie sur la commune de LA VILLENEUVE-SOUS-THURY et aucune étude n'est menée actuellement quant à la construction éventuelle d'un équipement.

12° Logement

L'assemblée départementale a adopté, le 20 juin 2013, le Plan Départemental de l'Habitat (PDH). Ce plan n'est pas opposable au PLU ; néanmoins, il constitue un document de cadrage qui permet d'enrichir les réflexions relatives aux logements.

Ainsi, au regard d'éléments de diagnostic des marchés du logement, et à l'issue d'une large consultation des acteurs du logement, les trois axes d'orientations définis par le PDH sont les suivants :

- stimuler la production de logements pour fluidifier le marché et réduire les délais d'accès au logement social ;
- accroître le niveau d'intervention sur le parc de logements existants eu égard aux enjeux énergétiques et au risque de déqualification de la fraction du parc la plus obsolète ;
- maintenir les dispositions de soutien au logement et à l'hébergement des plus démunis, premières victimes de la tension de marché.

Le document est accessible sur la plateforme internet des données ouvertes de l'Oise, Opendata Oise (opendata.oise.fr), thématique « Urbanisme et habitat ».

Par ailleurs, je ne manquerai pas, en cours d'élaboration de ce document d'urbanisme, de vous faire parvenir tous les éléments nouveaux relevant de la compétence du Département

Pour le Président du Conseil général,
et par délégation,
le Directeur général-adjoint du pôle
Développement des Territoires et Environnement



Olivier GROS